

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/6
10 novembre 2001

(01-5596)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

PAKISTAN

Déclaration de S.E. M. Abdul Razak Dawood Ministre du commerce, de l'industrie et de la production

Je suis très honoré de représenter le Pakistan à cette quatrième réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce.

Permettez-moi, M. le Président, de vous féliciter pour votre élection bien méritée au poste de Président de cette réunion historique.

La délégation pakistanaise est très heureuse de se trouver à Doha, cette belle capitale d'un pays frère, le Qatar. La tenue de cette réunion dans votre noble pays transmet au monde un message essentiel: celui de la convergence fondamentale des intérêts et des valeurs dans notre monde en voie d'intégration rapide. Nous remercions le peuple et le gouvernement du Qatar pour leur généreuse et traditionnelle hospitalité et en particulier son Éminence l'Émir, qui est aussi l'actuel Président du Sommet islamique.

La Réunion ministérielle de Doha a vocation à être une réunion historique. Elle sera marquée par l'accession depuis longtemps attendue de la République populaire de Chine à l'OMC. Cet événement très important renforcera non seulement le système commercial multilatéral mais accroîtra aussi considérablement la capacité des pays en développement à promouvoir une plus grande équité dans ce système.

Après les atrocités du 11 septembre, les nations du monde ont formé une coalition pour lutter ensemble pour la sécurité et s'opposer au terrorisme. Cette campagne doit aussi amener la paix et la stabilité à l'Afghanistan et apporter au peuple afghan qui souffre depuis longtemps l'aide et la reconstruction que l'indifférence du monde ne lui a pas permis d'obtenir jusqu'ici. Dans le cadre du nouveau concept de la coopération pour la sécurité, il faut s'attaquer efficacement aux causes sous-jacentes de la colère populaire, des conflits et des différends, de la pauvreté et des privations et de l'inégalité au sein des nations et entre elles.

Le ralentissement économique mondial actuel n'est pas seulement le résultat d'un fléchissement cyclique; il révèle aussi la faiblesse systémique de l'économie mondiale. La réponse à nos problèmes n'est pas tant dans le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales que dans la construction d'une structure plus efficace pour gérer la mondialisation, en intégrant progressivement et équitablement les pays en développement dans l'économie mondiale et en mettant l'accent sur la promotion du développement et l'éradication de la faim et de la pauvreté dans toutes les parties du monde. Cette gestion à l'échelle mondiale devrait tendre à réaliser les objectifs essentiels suivants:

- trouver une solution rapide, efficace et durable au problème de l'endettement énorme (2,5 billions de dollars) des pays en développement, en particulier les pays en développement à faible revenu;
- mobiliser une aide adéquate, à des conditions de faveur, pour les pays les plus pauvres afin de leur permettre de combler leurs déficits urgents sur le plan social, financier et des infrastructures;
- élaborer une stratégie pour attirer des investissements suffisants vers les pays en développement qui ont le plus besoin de ces moyens de financement pour faire de leurs millions d'habitants pauvres les consommateurs et les producteurs dynamiques de demain; et
- créer un système commercial ouvert, équitable et humain à l'échelle mondiale.

Le Pakistan a de très hautes ambitions à Doha. Elles ne se limitent pas à lancer simplement un nouveau cycle de négociations. Le "cycle du développement" ne sera qu'une figure de style, sinon une tromperie, s'il ne donne pas la priorité aux objectifs de développement des pays en développement. Le Pakistan souhaite que cette conférence aboutisse à un consensus sur la mise en place d'un système commercial mondial ouvert, équitable et humain.

À cette fin, le Pakistan appelle la Réunion ministérielle de Doha à prendre les mesures suivantes:

Tout d'abord, nous devons corriger les iniquités du passé. Les avantages qui devaient être retirés des négociations du Cycle d'Uruguay - notamment en ce qui concerne la libéralisation des secteurs des textiles et de l'agriculture - ne se sont pas concrétisés pour la plupart des pays en développement. L'engagement de "libéraliser progressivement" l'Accord sur les textiles et les vêtements est resté lettre morte. Ce que l'on a appelé les propositions concernant la mise en œuvre qui étaient censées corriger les déséquilibres passés se sont peu à peu diluées dans les méandres des discussions de l'OMC au cours des deux dernières années. La série de mesures concernant la mise en œuvre qu'il est proposé d'adopter à Doha se résume pratiquement à un placard vide. Certains grands pays sont prêts à prendre le peu qu'il y a à glaner, par exemple la disposition concernant la majoration des coefficients de croissance dans le domaine des textiles. Nous voudrions quant à nous insister aussi pour que des négociations urgentes soient engagées sur toutes les questions de mise en œuvre qui restent encore pendantes. Il faut s'attaquer à ces questions et les résoudre d'ici à la fin 2002.

Deuxièmement, la Réunion de Doha doit adopter le programme pour le développement – qui a été proposé à Genève – afin qu'une action prioritaire soit lancée en ce sens dans le cadre du futur programme de travail de l'OMC. Ce programme pour le développement, en dehors des questions de mise en œuvre, devrait porter sur les points suivants:

- la suppression des crêtes tarifaires et de la progressivité des tarifs et l'adoption de la "catégorie développement" en tant qu'objectifs centraux des négociations sur l'agriculture;
- donner la première priorité à une véritable libéralisation du mouvement des personnes physiques dans le cadre des négociations sur les services;
- au cours de l'examen de l'Accord sur les MIC mettre l'accent sur la dimension développement et faire preuve de retenue dans les actions engagées au titre du règlement des différends;

- adopter et mettre en œuvre la Déclaration sur les ADPIC et la santé publique et étudier les implications de l'Accord sur les ADPIC pour le développement;
- prendre l'engagement spécifique de mettre concrètement en œuvre et de rendre légalement contraignantes les dispositions de l'Accord sur l'OMC concernant le traitement spécial et différencié des pays en développement, et établir un mécanisme spécial à cet effet;
- négocier un accord-cadre sur le traitement spécial et différencié;
- établir des groupes de travail du financement du commerce et de la dette et du commerce et du transfert de technologie.

Troisièmement, nous ne devons pas négocier d'autres accords susceptibles d'exacerber les déséquilibres dans le système commercial multilatéral. L'OMC n'est pas l'endroit, ou du moins n'est certainement pas encore l'endroit, pour négocier des accords internationaux sur l'investissement et la concurrence. Il faudrait pour cela un consensus explicite qui n'existe pas à l'heure actuelle. Cela n'empêche pas de continuer à étudier ces questions, peut-être de manière plus explicite et plus ciblée, mais sans prendre d'emblée la décision d'engager des négociations. De même, le contenu d'éventuelles règles de conduite ou de directives sur la transparence dans les marchés publics et la facilitation du commerce devrait être clarifié avant d'entamer toute nouvelle négociation.

Quatrièmement, nous ne devons pas légitimer un nouveau protectionnisme. La délégation du Pakistan est profondément préoccupée par la proposition de faire figurer, dans le projet de déclaration, une référence à des normes du travail en dépit des vives objections émises par les pays en développement. Quelles que soient les dénégations à ce sujet, nous considérons que la motivation sous-jacente de cette proposition est protectionniste. Nous croyons savoir que cette question controversée avait été enterrée lors de la Réunion ministérielle de Singapour. En faisant resurgir ici ce vieux fantôme et en insistant pour engager des négociations sur l'environnement, on risque de faire échec à toute possibilité de parvenir à un consensus sur la Déclaration ministérielle à Doha.

Nous sommes heureux que le Président du Conseil général ait reconnu hier que "l'écart entre les positions est resté important dans certains domaines essentiels" et que les projets de Déclaration ministérielle et de Déclaration sur les ADPIC et la santé publique "ne doivent pas être considérés comme ayant fait l'objet d'un accord total ou partiel à ce stade". Ces textes ne reflètent malheureusement pas les points de vue et positions très fermes exprimés à Genève par les pays en développement.

Nous n'avons pas entériné l'idée de mener les négociations dans le cadre d'un "engagement unique", d'autant plus que les domaines à couvrir et la portée de ces négociations restent encore à déterminer. En outre, il faudrait qu'il y ait un lien entre les négociations convenues, les examens programmés et d'autres éléments du programme de travail de l'OMC. Aussi pensons-nous que la décision sur la question de l'engagement unique devrait être différée jusqu'à la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC.

Le Pakistan désire sincèrement le succès de la Conférence de Doha. Nous souhaitons que celle-ci s'achève par un consensus sur une importante Déclaration ministérielle. Mais cela ne se fera pas tant que l'on pourra craindre que, par le jeu combiné des procédures et des pouvoirs, on n'arrive à un résultat qui ne tienne pas compte des préoccupations prioritaires et des objectifs de développement des pays en développement. Le consensus de Doha doit être un véritable consensus et doit refléter les vues et les intérêts de tous les Membres de l'OMC; sans quoi, on risque de réitérer la débâcle de Seattle.

M. le Président, nous avons une entière confiance dans vos capacités et dans votre sagesse. Nous sommes certains que vous réussirez, par un processus ouvert et démocratique, à trouver un véritable consensus à Doha, un consensus qui réponde à la nécessité de relancer l'économie mondiale mais qui jette aussi les fondements d'un nouveau système commercial multilatéral plus équitable et plus humain. C'est le moins que l'on puisse attendre de cette réunion ministérielle historique de Doha convoquée dans le contexte actuel de crise mondiale et de transition politique et économique.
